Monsieur le Président,

Je prends la parole pour une déclaration de vote au nom de la Délégation italienne.

Il serait en effet impossible au représentant d'un Pays comme l'Italie, dont la vie même est conditionnée par la nature et l'histoire méditerranéenne, d'être un spectateur indifférent au cours d'un débat où en discutant sur l'avenir du peuple algérien on discute en réalité sur l'avenir de tous les peuples méditerranéens, tous solidaires par nécessité et unis par le même destin.

L'Italie a besoin d'étendre ses relations d'amitié et de collaboration à tous les peuples qui sur les bords africains de la Méditerranée ont déjà recouvré leur liberté ou sont sur la voie de leur indépendance. Parmi eux vivent de nombreuses colonies italiennes qui, loin de représenter un obstacle, sont la cause d'une solidarité encore plus profonde. Notre aspiration la plus sincère est par conséquent de contribuer dans la mesure du possible au développement solidaire de tous les peuples de la

Méditerranée dont chacun apporte sa part de valeurs et de motifs à la richesse commune.

Le peuple algérien est un de ces peuples. La délégation italienne exprime ses voeux les plus ardents et les plus sincères pour qu'il puisse être amené paisiblement et sans autres victimes à choisir son propre avenir. La solution du problème algérien ne peut plus être remise sans de graves dangers pour tous. Il ne s'agit plus maintenant d'étayer des murs qui croulent, mais de les reconstruire en regardant à l'avenir.

L'Organisation des Nations Unies pourra apporter une importante contribution à la solution de ce problème, mais seulement si elle sait donner une preuve de modération, de réalisme et de sagesse. Si elle se laissait transporter par la violence des sentiments au lieu de se laisser conduire par la raison, si elle cherchait à favoriser l'indépendance du peuple algérien <u>sans la collaboration de la France et contre la France</u>, elle n'apporterait pas une collaboration utile à l'avenir de l'Algérie; loin

de faciliter sa marche, elle la rendrait plus dure et malaisée.

Pour tous les peuples de la Méditerranée l'heure actuelle est l'heure de la collaboration. Il faut tâcher de rendre possible cette collaboration entre des peuples qui, au-delà des méfiances et des ressentiments, ont plus de raisons de s'unir que de se diviser.

Voilà le sens de la politique actuelle du Président de la République Francaise.

Le Président de la République Francaise a plusieurs fois répété qu'il désire que le peuple algérien décide lui-même librement de sa destinée; il a plusieurs fois reconnu que dans le monde où nous vivons il est désormais impossible de méconnaître le droit à l'autonomie et à l'indépendance des peuples et que l'Algérie doit être "algérienne"; il a fixé un référendum pour Janvier prochain et il a ouvert la campagne électorale en faisant lui-même sa propagande pour la formule de "l'Algérie algérienne". Le général De Gaulle a jeté sur la balance le poids de son énorme prestige. On ne peut pas méconnaître

tout cela, même si le récent voyage du Président de la République Francaise a été troublé par le sang versé et indépendamment de tout jugement sur les responsabilités des graves événements qui ont douloureusement impressionné la conscience civile du monde.

Pourquoi le général De Gaulle a-t-il fait tout cela ? Pourquoi prend-il une part active dans la bataille pour le référendum ? Parce que le général De Gaulle se rend compte que le rôle que l'histoire lui confie est de conduire l'Algérie à l'indépendance, avec le consentement et la collaboration de la France.

Voilà ce que l'Organisation des Nations Unies devrait tâcher de favoriser par ses délibérations. Rien, à ce propos, ne pourrait être dit de mieux que ce qui a été dit, au cours du présent débat, par le distingué délégué du Sénégal.

L'Italie désire que l'Algérie puisse décider elle-même, par un référendum sincère et libre, de son propre avenir. L'Italie souhaite que l'indépendance de

l'Algérie se réalise le plus tôt possible, mais qu'elle se réalise dans la collaboration avec la France.

Voilà pourquoi ma délégation, tout en appréciant l'esprit et en partageant les mobiles de la résolution qui est devant nous, ne pourra pas en approuver les deux derniers paragraphes.

Monsieur le Président,

Je me rends parfaitement compte des raisons qui sont à la base de l'impatience de ceux qui au cours de ce débat ont invoqué de sévères décisions. Depuis quelques années déjà la guerre civile trempe de sang le territoire de l'Algérie; depuis des années on discute de ces événements, avec inquiétude, mais aussi avec espoir, dans cette Assemblée. Toutefois les conditions sont encore les mêmes et la crise s'est aggravée. On peut justifier l'impatience. Mais les sévères décisions que l'on voudrait adopter - et qui ne sauraient être considérées comme amicales par le peuple francais - pourraient-elles contribuer à favoriser une évolution pacifique vers l'indépemdance

et l'application sereine du courageux programme du général De Gaulle qu'une grande partie du peuple algérien ouvertement approuve ?

Quelques-uns se sont plaint que beaucoup de temps avait été gaspillé, dans cette Assemblée, par les précédentes discussions sur le problème algérien. Mais les années qui se sont écoulées sans porter apparemment de fruits, en réalité n'ont pas été stériles; de même que le temps où la semence se gonfle et pousse sous la terre qui la cache. Les idées fécondes et généreuses par lesquelles s'expriment les espoirs des hommes ont toujours besoin de mûrir. D'elles Francois Guizot disait que plus d'une fois elles s'évanouissent au moment même où l'on croit atteindre le port, mais que toujours, à la fin, elles se réalisent quand Dieu estime que les hommes en ont payé suffisamment le prix.

de faciliter sa marche, elle la rendrait plus dure et malaisée.

Pour tous les peuples de la Méditerranée l'heure actuelle est l'heure de la collaboration. Il faut tâcher de rendre possible cette collaboration entre des peuples qui, au-delà des méfiances et des ressentiments, ont plus de raisons de s'unir que de se diviser.

Voilà le sens de la politique actuelle du Président de la République Francaise.

Le Président de la République Francaise a plusieurs fois répété qu'il désire que le peuple algérien décide lui-même librement de sa destinée; il a plusieurs fois reconnu que dans le monde où nous vivons il est désormais impossible de méconnaître le droit à l'autonomie et à l'indépendance des peuples et que l'Algérie doit être "algérienne"; il a fixé un référendum pour Janvier prochain et il a ouvert la campagne électorale en faisant lui-même sa propagande pour la formule de "l'Algérie algérienne". Le général De Gaulle a jeté sur la balance le poids de son énorme prestige. On ne peut pas méconnaître